

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

du 4 décembre 2018

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le procès-verbal des délibérations suivantes a été affiché sur le panneau de la Mairie le 7 décembre 2018.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 29 novembre 2018.

Présents : M. ALLAIN, M. BARTHOD, Mme BONET, M. COUVAL, Mme GAUTHIER, M. HEQUETTE, M. LORIGUET, M. MASSON, M. MOINE, Mme MOUGNARD, Mme PRUNIAUX, M. TROUTIER, M. VALZER, M. VERNEREY.

Absent(e)s excusé(e)s : Mme TRUCHETET (pouvoir à M. MASSON), Mme MORGADINHO (Mme BONET) Mme GIGNET (pouvoir à Mme PRUNIAUX), Mme GAIFFE (pouvoir à Mme MOUGNARD), Mme HACQUARD COLNOT (pouvoir à M. Thibaut HEQUETTE).

Absent : M. VERNIER

M. TROUTIER, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

### **Affaires générales :**

**18-64 Mise à jour des statuts de la CAGB**

**18-65 Avancement de grade – création et suppression de poste**

### **Domaine des finances :**

**18-66 Commission communale des Impôts Directs – désignation de nouveaux membres**

**18-67 Eau, assainissement, eaux pluviales – mise à disposition des emprunts, des biens et des subventions**

**18-68 Décision modificative n° 2**

**18- 69 Budget Général - Ouverture anticipée de crédits d'investissement**

**18-70 Budget Forêt - Ouverture anticipée de crédits d'investissement**

**18-71 Budget Marpa - Ouverture anticipée de crédits d'investissement**

### **Domaine de l'animation :**

**18-72 Modification des statuts du SEEB**

### **Domaine de l'urbanisme :**

**18-73 Nouvel avenant à la convention ADS**

**18-74 Création d'une voie nouvelle – programme immobilier les Jardins de Courbet**

**18-75 Proposition de convention de transfert de voirie - programme immobilier les Jardins de Courbet**

**18-76 Proposition de convention de gestion des services d'entretien de la voirie entre la Commune de THISE et la CAGB**

## **Affaires générales :**

### **Avis favorable du conseil de municipalité du 28 novembre 2018**

**Rapporteur : Alain Loriguet**

#### **18-64 Mise à jour des statuts de la CAGB**

M. le maire rappelle que l'extension des compétences de la CAGB a été validée par délibérations concordantes du Conseil communautaire du 29 juin 2018 et de la majorité qualifiée des communes membres, puis entérinée par arrêté préfectoral du 6 novembre 2018, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Toutefois, des évolutions législatives et jurisprudentielles nécessitent de mettre à jour les statuts de la CAGB sur la rédaction de certaines compétences. En outre, d'autres compétences doivent être précisées.

M. le maire indique que le Conseil communautaire du 15 novembre 2018 s'est prononcé favorablement pour la mise à jour des statuts de la CAGB sur les points suivants :

- Article 1 : Actualisation de la liste des communes membres de la CAGB suite à la création de la commune nouvelle de Marchaux-Chaudefontaine
- Article 6.1 : modification de la rédaction des compétences en matière d'assainissement, eaux pluviales, distribution publique d'électricité, abris voyageurs, aires d'accueil des gens du voyage
- Article 6.2 : modification de la rédaction des compétences en matière d'aménagement numérique et d'activités de pleine nature.

La délibération du Conseil communautaire du 15 novembre 2018 explicitant ces modifications a été notifiée aux communes membres de la CAGB le 19 novembre 2018.

Conformément à l'article L.5211-17 du CGCT, le Conseil municipal est aujourd'hui invité à se prononcer sur la modification des articles 1 et 6 des statuts de la CAGB :

Rédaction actuelle (arrêté préfectoral du 6/11/2018)	Nouvelle rédaction proposée (délibération du 15/11/2018)
<b>Article 1<sup>er</sup></b>	
<p><b><u>Article 1 - Composition et dénomination</u></b></p> <p>En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est constitué entre les communes d'Amagney, Arguel, Audeux, Avanne-Aveney, Besançon, Beure, Bonnay, Boussières, Braillans, Busy, Byans-sur-Doubs, Chalèze, Chalezeule, Champagny, Champoux, Champvans-les-Moulins, Châtillon-le-Duc, Chaucenne, Chaudfontaine, Chemaudin-et-Vaux, Chevroz, Cussey-sur-l'Ognon, Dannemarie-sur-Crète, Deluz, Devecey, Ecole-Valentin, Fontain, Franois, Geneuille, Gennes, Grandfontaine, La Chevillote, La Vèze, Larnod, Le Gratteris, Les Auxons, Mamirolle, Marchaux, Mazerolles-le-Salin, Merey-Vieilley, Miserey-Salines, Montfaucon, Montferrand-le-Château, Morre, Nancray, Noironte, Novillars, Osselle-Routelle, Palise, Pelousey, Pirey, Pouilley-Français, Pouilley-les-Vignes, Pugey, Rancenay, Roche-lez-Beaupré, Roset-Fluans, Saint-Vit, Saône, Serreles-Sapins, Tallenay, Thise, Thoraise, Torpes, Vaire, Velesmes-Essarts, Venise, Vieilley, Villars-Saint-Georges, Vorges-les-Pins, une communauté d'agglomération qui prend la dénomination de Communauté d'Agglomération du Grand Besançon.</p>	<p><b><u>Article 1 - Composition et dénomination</u></b></p> <p>En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est constitué entre les communes d'Amagney, Arguel, Audeux, Avanne-Aveney, Besançon, Beure, Bonnay, Boussières, Braillans, Busy, Byans-sur-Doubs, Chalèze, Chalezeule, Champagny, Champoux, Champvans-les-Moulins, Châtillon-le-Duc, Chaucenne, Chemaudin-et-Vaux, Chevroz, Cussey-sur-l'Ognon, Dannemarie-sur-Crète, Deluz, Devecey, Ecole-Valentin, Fontain, Franois, Geneuille, Gennes, Grandfontaine, La Chevillote, La Vèze, Larnod, Le Gratteris, Les Auxons, Mamirolle, <b>Marchaux-Chaudfontaine</b>, Mazerolles-le-Salin, Merey-Vieilley, Miserey-Salines, Montfaucon, Montferrand-le-Château, Morre, Nancray, Noironte, Novillars, Osselle-Routelle, Palise, Pelousey, Pirey, Pouilley-Français, Pouilley-les-Vignes, Pugey, Rancenay, Roche-lez-Beaupré, Roset-Fluans, Saint-Vit, Saône, Serreles-Sapins, Tallenay, Thise, Thoraise, Torpes, Vaire, Velesmes-Essarts, Venise, Vieilley, Villars-Saint-Georges, Vorges-les-Pins, une communauté d'agglomération qui prend la dénomination de Communauté d'Agglomération du Grand Besançon.</p>
<b>Au sein de l'article 6.1</b>	
<p><u>3. En matière d'aménagement de l'espace :</u></p> <p>b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement ; plan de déplacements urbains</p>	<p><u>3. En matière d'aménagement de l'espace :</u></p> <p>b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement ; plan de déplacements urbains ; <b>installation et entretien des abris voyageurs affectés au service public des transports urbains</b></p>
<p><u>5. En matière de gestion des services d'intérêt collectif :</u></p> <p>a) Assainissement et eau</p>	<p><u>5. En matière de gestion des services d'intérêt collectif :</u></p> <p>a) Assainissement <b>des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2244-8, gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L.2226-1</b> et eau</p>

5. En matière de gestion des services d'intérêt collectif : g) Concessions de la distribution publique d'électricité et de gaz	5. En matière de gestion des services d'intérêt collectif : g) Concessions de la distribution publique de gaz ; <b>Autorité organisatrice et concession de la distribution publique d'électricité</b>
7. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.	7. <b>Création</b> , aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.
<b>Au sein de l'article 6.2</b>	
12. Etude et participation à la réalisation d'infrastructures de réseaux haut et très hauts débits de télécommunication d'intérêt communautaire	« 12. <b>En matière d'aménagement numérique :</b> - Etude et participation à la réalisation d'infrastructures de réseaux haut et très hauts débits de télécommunication d'intérêt communautaire <b>dans le cadre de l'article L.1425-1 du CGCT</b> - <b>Participation à un réseau en groupement fermé d'utilisateurs</b> - <b>Etude des usages numériques pour le développement de la ville intelligente dans le cadre des compétences communautaires</b>
14. En matière d'itinéraires cyclables, circuits pédestres et VTT : - Elaboration de schémas - Création ou aménagement et entretien d'itinéraires ou de circuits d'intérêt communautaire - Participation au financement d'itinéraires connexes.	14. En matière d'itinéraires cyclables, circuits pédestres et VTT <b>et autres activités de pleine nature :</b> - Elaboration de schémas - Création ou aménagement et entretien d'itinéraires ou de circuits d'intérêt communautaire - Participation au financement d'itinéraires connexes.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 16 voix pour et 3 abstentions, se prononce favorablement sur la modification des statuts de la CAGB exposée ci-dessus.

## **18-65 Avancement de grade – création et suppression de poste**

**Avis favorable du conseil de municipalité du 28 novembre 2018**

**Rapporteur : Alain Loriguet**

M. le Maire informe le conseil municipal que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Considérant la nécessité de créer des emplois de :

- **Adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe,**
- **Adjoint administratif territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe,**
- **Adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe,**
- **Agent de maîtrise principal**

en raison des missions liées au poste des agents pouvant bénéficier d'un avancement de grade,

**M. le maire propose donc à l'assemblée :**

- **La suppression de deux emplois d'Adjoint administratif territorial** permanent à 35 heures hebdomadaire.

Grade : Adjoint administratif territorial :

- ancien effectif : 3
- nouvel effectif : 1

- **La suppression de deux emplois d'Adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe** permanent à 35 heures hebdomadaire.

Grade : Adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe :

- ancien effectif : 3
- nouvel effectif : 1

- **La suppression de deux emplois d'Adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe** permanent à 35 heures hebdomadaire.

Grade : Adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe :

- ancien effectif : 3
- nouvel effectif : 1

- **La suppression d'un emploi d'Agent de maîtrise** permanent à 39 heures hebdomadaire.

Grade : Agent de maîtrise :

- ancien effectif : 2
- nouvel effectif : 1

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 01/01/2019.

- **La création de deux emplois d'Adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe** permanent à 35 heures hebdomadaire.

Grade : Adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe

- ancien effectif : 3
- nouvel effectif : 3

- **La création de deux emplois d'Adjoint administratif territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe** permanent à 35 heures hebdomadaire.

Grade : Adjoint administratif territorial principal de 1<sup>ère</sup>

- ancien effectif : 0
- nouvel effectif : 2

- **La création de deux emplois d'Adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe** permanent à 35 heures hebdomadaire.

Grade : Adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe

- ancien effectif : 0
- nouvel effectif : 2

- **La création d'un emploi d'Agent de maîtrise principal** permanent à 39 heures hebdomadaire.

Grade : Agent de maîtrise principal

- ancien effectif : 0
- nouvel effectif : 1

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 01/01/2019.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 18 voix pour et une contre, décide :

- d'adopter les modifications du tableau des emplois ainsi proposées.
- d'inscrire au budget, chapitre 12, les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois.

## **Domaine des finances :**

### **18-66 Commission communale des impôts directs – désignation de nouveaux membres**

**Avis favorable du conseil de municipalité du 28 novembre 2018**

**Rapporteur : Loïc Allain**

Vu l'article 1650 du Code Général des Impôts,

Vu l'article L 2121-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le maire rappelle que, la commission communale des impôts directs a été instaurée par délibération en date du 4 juillet 2014.

Afin de régulariser la composition de cette commission, en raison du décès de M. Morales qui en était un des membres titulaires, M. le Maire propose la candidature de M. Jean Dugrès, qui a fait part de sa volonté d'engagement au sein de cette commission.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, valide cette proposition.

### **18-67 Eau, assainissement, eaux pluviales – mise à disposition des emprunts, des biens et des subventions**

**Avis favorable du conseil de municipalité du 28 novembre 2018**

**Rapporteur : Loïc Allain**

M. le Maire expose au conseil municipal qu'à la suite du transfert à la CAGB de la compétence « eau, assainissement, eaux pluviales », Mme la Trésorière a transmis à la commune un certificat administratif valant procès-verbal de mise à disposition des emprunts.

Celui-ci, joint à la présente délibération, doit faire l'objet d'une validation par le conseil municipal, ce qui permettra à la trésorerie d'effectuer les opérations d'ordre non budgétaires pour constatation comptable de la mise à disposition.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, valide le projet de procès-verbal proposé par Mme la Trésorière.

### **18-68 Décision modificative n°2**

**Avis favorable du conseil de municipalité du 28 novembre 2018**

**Rapporteur : Loïc Allain**

<b>Article budgétaire</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
DI Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » ; Compte 2031 « Frais d'études »	5 000 €	
DI Chapitre 20 « Immobilisations incorporelle » ; Compte 2051 « Concessions »	3 525 €	
DI Chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » ; Compte 2046 « Attribution de compensation d'investissement »		8 525 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, adopte la présente délibération.

**18-69 Budget général - Ouverture anticipée de crédits d'investissement**

L'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que, pendant la phase d'élaboration du budget et avant son adoption, monsieur le maire peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont alors inscrits au budget lors de son adoption.

Pour rappel, le total des crédits ouverts au budget 2018, moins les crédits afférents au remboursement de la dette s'élevait à 1 817 255.88 €. L'autorisation maximale étant fixée à un quart, il est proposé au conseil municipal d'ouvrir, dès à présent, des crédits d'investissement sur le budget général à hauteur de 454 313.97 €.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal, dans l'attente du vote du budget 2019, accepte l'ouverture anticipée de crédits proposée, d'un montant total de 454 313.97€.

**18-70 Budget Forêt - Ouverture anticipée de crédits d'investissement**

L'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que, pendant la phase d'élaboration du budget et avant son adoption, monsieur le maire peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont alors inscrits au budget lors de son adoption.

Pour rappel, le total des crédits ouverts au budget 2018, moins les crédits afférents au remboursement de la dette s'élevait à 15 000 €. L'autorisation maximale étant fixée à un quart, il est proposé au conseil municipal d'ouvrir, dès à présent, des crédits d'investissement sur le budget général à hauteur de 3 750.00 €.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal, dans l'attente du vote du budget 2019, accepte l'ouverture anticipée de crédits proposée, d'un montant total de 3 7500.00€.

**18-71 Budget Marpa - Ouverture anticipée de crédits d'investissement**

L'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que, pendant la phase d'élaboration du budget et avant son adoption, monsieur le maire peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont alors inscrits au budget lors de son adoption.

Pour rappel, le total des crédits ouverts au budget 2018, moins les crédits afférents au remboursement de la dette s'élevait à 830 842.46 €. L'autorisation maximale étant fixée à un quart, il est proposé au conseil municipal d'ouvrir, dès à présent, des crédits d'investissement sur le budget général à hauteur de 207 710.62 €.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal, dans l'attente du vote du budget 2019, accepte l'ouverture anticipée de crédits proposée, d'un montant total de 207 710.62€.

## **Domaine de l'animation :**

### **18-72 Modification des statuts du SEEB**

**Avis favorable du conseil de municipalité du 28 novembre 2018**

**Rapporteur : Geneviève Truchetet**

M. le Maire rappelle qu'afin d'entériner les décisions prises en Comité Syndical les 28 septembre 2016 et 9 avril 2018, la Préfecture demande aux Conseils Municipaux des communes relevant du SEEB de bien vouloir valider les modifications suivantes apportées aux statuts du syndicat :

- Conformément à la décision prise en comité du Syndicat d'Etudes de l'Est Bisontin du 28 septembre 2016, le conseil municipal entérine les modifications suivantes apportées aux statuts :

Article 1 : suppression des communes de Vaire-le-Petit et Vaire Arcier et remplacement par la commune de VAIRE

Article 3 : le siège social est désormais situé au 13, rue de la Cure – Mairie de 25220 Chalezeule (commune de résidence de la Présidente du SEEB) et non plus à la Mairie de Marchaux.

Article 6 : suppression de la phrase : « le choix du conseil municipal peut porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour faire partie d'un conseil municipal en application de l'article L5212-17 par :

**« Le choix ne peut porter que sur un membre du conseil municipal. »**

Article 10 : Le paragraphe relatif aux recettes annuelles du syndicat a été supprimé et remplacé par :

**Les communes membres contribuent au financement du syndicat de la manière suivante :**

- **Participation uniforme de 100 € par commune**
- **Participation de 1 € par habitant de chaque commune.**

- Conformément à la décision prise en comité du Syndicat d'Etudes de l'Est Bisontin du 9 avril 2018, le conseil municipal entérine la modification suivante apportée aux statuts :

Article 1 : suppression des communes de Chaudfontaine et Marchaux et remplacement par la commune de MARCHAUX/CHAUDFONTAINE.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, valide la présente modification de statuts.

## **Domaine de l'urbanisme**

### **18-73 Nouvel avenant à la convention ADS**

**Avis favorable du conseil de municipalité du 28 novembre 2018**

**Rapporteur : Roger Masson**

M. le Maire rappelle que, par délibération n° 15-34 du 6 mai 2015, la commune de Thise a adhéré au service commun ADS pour l'instruction de ses autorisations, et a signé avec le Grand Besançon une convention relative à «la création d'un service commun d'agglomération et à l'instruction des autorisations d'urbanisme et autres autorisations de travaux ».



Cette convention, qui lie la commune de Thise et la CAGB jusqu'au 31 décembre 2020, a déjà fait l'objet d'une actualisation du fait de la détermination par le Grand Besançon des tarifs applicables à compter du 1er janvier 2018 (avenant n°1).

Le 24 avril dernier, le service ADS a présenté le bilan d'activités 2017 à l'ensemble des communes. S'agissant de la partie financière, le service a annoncé un bilan 2017 en déficit de 49 375€ et prévoit pour 2018 un nouveau déficit de 9 705€.

Afin notamment de présenter un bilan financier en 2019 à l'équilibre, le Conseil de Communauté a, par délibération du 27 septembre 2018, adopté une nouvelle tarification des dossiers modificatifs, leur nombre étant important (0.60 Équivalent Temps Complet) et ces derniers constituant une proportion importante du déficit.

Il est proposé de redéfinir la charge de travail pour le traitement de ces dossiers en appliquant un coefficient Équivalents-Dossiers (EqD) et de facturer ces dossiers en fonction du coefficient défini par rapport au coefficient de référence qui est le dossier de permis de construire pour une maison individuelle (coefficient EqD = 1).

La proposition des coefficients applicables aux dossiers modificatifs a été définie sur la base de 2 années complètes de fonctionnement :

Type de dossier	EqD En 2015	EqD proposition
Autorisation de Travaux (AT- ERP)	0,4	0,4
Autorisation Publicité (Publicité)	0,4	0,4
Certificat d'Urbanisme de projet (CUB)	0,4	0,4
Déclaration Préalable (DP)	0,7	0,7
Référence : Permis de Construire Maison individuelle (PCMi)	1	1
Permis de Construire (PC)	3	3
Permis d'Aménager (PA)	3	3
Permis de démolir	0,7	0,7
<b>Permis de Construire Maison individuelle modificatif</b>	0	<b>0,4</b>
<b>Permis de Construire modificatif</b>	0	<b>0.7</b>
<b>Permis d'Aménager modificatif</b>	0	<b>1</b>

Ainsi, il est proposé que la tarification des dossiers modificatifs évolue comme suit :

Type de dossier	Coefficient en EqD	Coût estimé en 2018 Revalorisé chaque année
Permis de Construire Maison individuelle modificatif	0,4	129,50 €
Permis de Construire modificatif	0,7	226,70 €
Permis d'Aménager modificatif	1	323,80 €

Le coût de ces dossiers sera indexé selon l'indice des prix à la consommation applicable au 1er janvier de chaque année comme le coût des dossiers actuellement facturés (délibération du Conseil de Communauté du 29 mars 2018).

En outre, le conseil communautaire a décidé de facturer les dossiers identifiés « Monuments Historiques » (MH) au prix d'une Déclaration Préalable afin d'atténuer la contrainte réglementaire qui impose aux porteurs de projets impliquant des bâtiments inscrits à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques ainsi que les périmètres de protection autour de ces bâtiments protégés de déposer une demande de Permis de Construire ou de Permis d'Aménager.

Ces nouvelles tarifications doivent faire l'objet d'un avenant à la convention liant la Ville de Besançon à la CAGB.

Cet avenant prévoit également la mise en place d'une procédure exceptionnelle pour étudier les demandes de réévaluation du coût d'une demande de permis de construire dit « à enjeux » : le Conseil de Communauté a en effet décidé de soumettre au Comité de Suivi PLUi, composé par l'ensemble des Vice-Présidents des secteurs CAGB, les réclamations des communes relatives à leur facture.

De plus, le conseil communautaire a délibéré sur de nouvelles conditions de dénonciation de la convention au bénéfice de la CAGB lorsque le Conseil Municipal d'une commune refuse majoritairement les modifications votées par la CAGB et n'autorise pas le Maire, ou son représentant, à signer un avenant.

L'ensemble de ces mesures prendra effet au 1er janvier 2019.

Un avenant à la convention entre la commune de Thise et la CAGB doit être signé pour prendre en compte ces modifications.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- se prononce favorablement sur les nouvelles dispositions de la convention ADS,
- autorise Monsieur le maire, ou son représentant, à signer l'avenant N° 2 à la convention relative à la « création du service commun d'agglomération à l'instruction des autorisations d'urbanisme et autres autorisations de travaux ».

## **18-74 Création d'une voie nouvelle – programme immobilier « les Jardins de Courbet »**

**Avis favorable du conseil de municipalité du 28 novembre 2018**  
**Rapporteur : Roger Masson**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la nécessité d'attribuer un nom de rue pour le programme immobilier « les Jardins de Courbet » qui est en cours de réalisation (plan ci-joint).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 11 voix pour et 8 contre, décide :

- d'attribuer le nom de, « Rue Arnaud Beltrame », pour cette nouvelle voie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à procéder à l'acquisition de la plaque de rue ;
- donner pouvoir à Monsieur le Maire pour procéder à toute démarche administrative pour ce dossier.

## **18-75 Proposition de convention de transfert de voirie dans le cadre du programme immobilier « les Jardins de Courbet »**

M. le Maire expose au conseil municipal que dans le cadre de l'opération précitée, la présente convention a pour objet de définir les modalités de transfert, dans le domaine public de la commune de Thise des équipements communs, voirie, espace

de circulation, espace vert, réseaux d'assainissement, réseau d'eau potable, réseau d'éclairage public, réseaux EDF-GDF, télécommunications et espaces verts, tels que définis dans l'arrêté municipal autorisant la construction des 16 pavillons composant le programme immobilier.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- De valider les termes de la convention de transfert de la voirie dans le domaine public de la commune ;
- D'autorise M. le maire à signer tout document afférent.

### **18-76 Proposition de convention de gestion des services d'entretien de la voirie entre la Commune de THISE et la CAGB**

La Communauté d'Agglomération du Grand Besançon exercera, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, en lieu et place des communes membres, les compétences définies à l'article 6 de ses statuts, en application de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2018, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2019, parmi lesquelles les compétences « voirie », « parcs et aires de stationnement » et « signalisation ».

Conformément aux principes délibérés en Conseil Communautaire du 29 juin 2018 et relatifs à l'extension des compétences du Grand Besançon, les élus ont souhaité associer fortement les communes en les plaçant au cœur des dispositifs envisagés. Ces principes reprennent largement les engagements énoncés dans la Charte de gouvernance renouvelée et adoptée par le Conseil Communautaire du 15 février 2018.

Ainsi, les modalités d'exercice des compétences reconnaissent un principe de subsidiarité pour la gestion des missions de proximité relatives aux compétences « voirie », « parcs et aires de stationnement » et « signalisation ».

Cette subsidiarité se traduit par la signature d'une convention de gestion des services d'entretien passée entre le Grand Besançon et chacune des 68 communes membres, hors la Ville de Besançon pour laquelle les ressources (humaines, financières et matérielles) sont transférées au Grand Besançon pour l'exercice des compétences communautaires.

Sur le fondement de l'article L.5216-7-1 du CGCT, la convention de gestion précise les missions assurées par les communes. La rémunération de ces missions en année 0 correspond à 95 % de l'attribution de compensation « entretien courant de voirie » hors missions éclairage public et ouvrages d'art qui restent exercées par le Grand Besançon et hors consommations liées à l'éclairage public.

- Le chapitre 1 de la convention précise l'exercice des compétences liées à la voirie.

L'annexe 1 liste précisément les missions et l'annexe 3 cartographie pour chaque commune les voies, parcs et aires de stationnement concernés par la convention.

La Commune met en œuvre tous les moyens nécessaires au bon exercice des missions qui lui sont confiées en s'appuyant notamment sur :

- les prestations assurées en régie par la Commune, par du personnel affecté par celle-ci auxdites missions ;
- les moyens matériels nécessaires à leur exercice ;
- les contrats passés par la Commune pour leur exercice.

Pour l'exercice des missions confiées au titre de la convention, le Grand Besançon versera à la Commune une somme forfaitaire égale à 95 % du montant définitif de

l'attribution de compensation « Entretien courant de voirie », tel que calculé par la CLECT pour l'évaluation du transfert des compétences « voirie », « parcs et aires de stationnement » et « signalisation ». Cette somme sera par la suite indexée annuellement, et ajustée le cas échéant par avenant en cas d'extension du périmètre de voiries et aires de stationnement transféré.

La Commune établira un bilan annuel sur l'exécution de la convention.

- Le chapitre 2 présente les dispositions propres à l'éclairage public.

L'entretien et le renouvellement des dispositifs d'éclairage public accessoires de voirie relèvent de la compétence du Grand Besançon, qui en assurera le suivi technique et la charge financière.

Chaque commune choisit le niveau de service assuré par le Grand Besançon selon le détail présenté en annexe 2. Le montant de l'attribution de compensation relative au transfert de la compétence voirie prend en compte ce niveau de service déterminé.

Le niveau de service choisi par la Commune au 1<sup>er</sup> janvier 2019 est :

BASIQUE (25€/point lumineux)

Le montant de la convention pourra être modulé, à la hausse ou à la baisse, par :

- Toute modification du niveau de service d'entretien, sur décision de la Commune ;
- Toute modification du régime d'allumage ou d'extinction nocturne engendrant des économies ou dépenses supplémentaires, sur décision de la Commune ;
- Les remboursements de consommation des équipements hors éclairage public transféré, pour chaque contrat d'énergie, sur la base de l'inventaire qui a servi d'assiette au calcul des AC.

La convention entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour une durée d'un an renouvelable trois fois de manière tacite pour la même durée.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 18 voix pour et une abstention, décide de :**

- **se prononcer sur les modalités d'exercice des missions confiées aux communes dans la convention de gestion des services d'entretien « Voirie », « Parcs et aires de stationnement » et « Signalisation » ;**
- **autoriser le Maire, ou son représentant, à signer la convention avec le Grand Besançon.**

## RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	18-64	Mise à jour des statuts de la CAGB 16 voix pour et 3 abstentions
♦ Délibération	18-65	Avancement de grade – création et suppression de poste 18 voix pour, une contre
♦ Délibération	18-66	Commission communale des Impôts Directs – désignation de nouveaux membres Unanimité
♦ Délibération	18-67	Eau, assainissement, eaux pluviales – mise à disposition des emprunts, des biens et des subventions Unanimité
♦ Délibération	18-68	Décision modificative n°2 Unanimité
♦ Délibération	18-69	Budget Général - Ouverture anticipée de crédits d'investissement Unanimité
♦ Délibération	18-70	Budget Forêt - Ouverture anticipée de crédits d'investissement Unanimité
♦ Délibération	18-71	Budget MARPA - Ouverture anticipée de crédits d'investissement Unanimité
♦ Délibération	18-72	Modification des statuts du SEEB Unanimité
♦ Délibération	18-73	Nouvel avenant à la convention ADS Unanimité
♦ Délibération	18-74	Création d'une voie nouvelle – programme immobilier le clos de l'envol 11 voix pour, 8 contre
♦ Délibération	18-75	Proposition de convention de transfert de voirie - programme immobilier le clos de l'envol Unanimité
♦ Délibération	18-76	Proposition de convention de gestion des services d'entretien de la voirie Entre la Commune de THISE et la CAGB Une voix pour et une abstention

## SIGNATURES

Loïc ALLAIN		Bernard BARTHOD	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	
Marie-Claude GAUTHIER		Emmanuelle GAIFFE	XXXXXXXXXX
Cécile GIGNET	XXXXXXXXXX	Sophie HACQUARD- COLNOT	XXXXXXXXXX
Thibaut HEQUETTE		Alain LORIGUET	
Roger MASSON		Jean-Pierre MOINE	
Maria MORGADINHO	XXXXXXXXXX	Martine MOUGNARD	
Fabienne PRUNIAUX		Denis TROUTIER	
Geneviève TRUCHETET	XXXXXXXXXX	Claude VALZER	
Claude VERNEREY		Nicolas VERNIER	XXXXXXXXXX

